

Urbanités

#20 / Dazed and confused : urbanités psychotropes

Septembre 2026

Le crack dans la métropole de São Paulo : instrumentalisation de la peur et fragmentation socio-spatiale

Thiago Godoi Calil et Gustavo Nagib



Couverture : Le « flux » du crack sur la Place Princesa Isabel, à Campos Elíseos, São Paulo, en avril 2022 (Luca Meola, 2022)

Pour citer cet article : Godoi Calil Thiago et Nagib Gustavo, 2026, « Le crack dans la métropole de São Paulo : instrumentalisation de la peur et fragmentation socio-spatiale », *Urbanités*, #20 / Dazed and confused : urbanités psychotropes, septembre 2026, [en ligne](#).

Campos Elíseos, quartier situé au centre de São Paulo (Brésil), tire son nom des célèbres Champs-Élysées parisiens. Ce fut le premier lotissement conçu pour accueillir l'élite locale, en 1879. Au début du XX^e siècle, São Paulo a connu une transition économique fondamentale, passant d'une économie principalement agraire et axée sur l'exportation à une économie industrielle. Cette transition s'est accompagnée d'un déplacement des familles aisées du centre-ville vers de nouveaux quartiers, notamment le secteur sud-ouest de la ville. Ce mouvement marque le début d'un processus de dévaluation foncière du quartier de Campos Elíseos, où de nombreuses résidences furent reconverties en pensions et en immeubles collectifs (Branquinho, 2007). Par la suite, entre 1938 et 1945, le projet routier lancé par le maire Prestes Maia a profondément restructuré le tissu urbain, ouvrant de grandes avenues au cœur du quartier déjà traversé par les lignes ferroviaires existantes. Celles-ci convergent vers les deux principales gares du centre de São Paulo : Luz et Júlio Prestes.

Dans les années 1950, les maisons de jeux et de prostitution ont commencé à s'implanter dans ce secteur du centre-ville de São Paulo, devenant ainsi le premier signe de ce qui avait alors été perçu comme une dégradation morale du quartier. L'implantation de la principale gare routière de la ville dans les années 1960, suivie de sa cessation d'activité dans les années 1980, a accentué ce phénomène. Lorsque le crack est arrivé à São Paulo, à la fin des années 1980, il ne tarda pas à s'implanter dans cette zone. Son commerce et ses usages forment ainsi un « territoire psychotrope » (Fernandes et Pinto, 2004), venant s'imbriquer dans les pratiques de survie, emblématiques d'un quartier populaire et précarisé, allant des pratiques de recyclage à la prostitution. Parmi les pratiques sociales quotidiennes, l'intégration de la consommation et du commerce de substances psychoactives illicites a entraîné une surveillance et un contrôle policier ostentatoires, une intensification de diverses formes de violence – structurelle, spatiale et symbolique (Allaverdian *et al.*, 2023) – et, par conséquent, un durcissement des tensions sociopolitiques (Souza, 1998).

L'implantation de l'économie du crack, même itinérante, dans cet espace urbain central, a conduit le quartier à être surnommé « Cracolândia » (Frúgoli Jr. et Spaggiari, 2010). En 2005, lorsque la ville a mis en œuvre l'Operação Limpa (Opération Nettoyage) et lancé le projet de rénovation urbaine intitulé Nova Luz (Nouvelle Luz), les premières opérations de déménagement et de démolition ont été engagées, se poursuivant au fil des années. À partir de 2017, ces interventions se sont intensifiées, souvent accompagnées de violences policières, dans le cadre de la construction de logements sociaux. En 2024, le gouvernement de l'État de São Paulo a annoncé de nouvelles interventions urbaines dans le quartier, destinées à faciliter le transfert de son futur siège administratif vers le centre-ville. Compte tenu des processus de restructuration socio-spatiale de ce quartier au cours des dernières années, nous nous proposons d'analyser les particularités de l'articulation entre l'économie de la drogue et la (re)production de l'espace urbain.

À partir d'une revue de la littérature, de recherches documentaires dans les médias et d'observations de terrain, cet article examine comment le cadrage moral de la consommation de drogue contribue à particulariser le quartier, et s'inscrit ainsi dans les dynamiques de fragmentation de l'espace urbain – et spécifiquement, le centre de São Paulo. Nous proposons pour cela de parler d'une « territorialisation morale », qui désigne les conséquences localisées d'un cadrage par la morale sanitaire et juridique (l'illégalité des drogues), et qui a des effets concrets sur les politiques urbaines et les relations sociales. Bien que la consommation de drogues ait accompagné l'histoire de l'humanité, au cours du XX^e siècle, les intérêts économiques et politiques ont déclenché des politiques de « guerre contre la drogue » fondamentalement classistes et racialement sélectives quant à la production, au commerce et à la consommation de certaines substances, en particulier au Brésil. Parallèlement à la prohibition, les problèmes sociaux et de santé publique liés à la consommation de drogues se sont aggravés. Ainsi, l'illégalité récente des drogues tend à les réduire, de manière simplificatrice, à un « problème social », ce qui engendre des dilemmes moraux (Venturi, 2017). Ce cadrage moral imprègne ensuite les dynamiques sociales et territoriales, dans la mesure où celles-ci sont façonnées par des définitions socialement construites de ce qui est ou non acceptable comme pratique spatiale (Dixon *et al.*, 2006). À São Paulo, la consommation de crack, visible dans les rues, est fortement stigmatisée moralement en raison de son illégalité. Les imaginaires de la peur et de la criminalité structurent le paysage urbain et l'espace public (Caldeira, 2000). Une étude menée au Brésil en 2008 a révélé que 41 % de la population déclarait éprouver de la répulsion, de la haine ou de l'antipathie envers les consommateurs de drogues

(Venturi, 2011). Ainsi, les représentations morales, imaginaires et sociales liées à l'illégalité des drogues favorisent une certaine représentation de l'espace, délimitent symboliquement certains quartiers où sont rendus légitimes l'usage de la violence et l'expropriation au nom de la « guerre contre la drogue » (Rolnik et Calil, 2021), lesquelles enclenchent une série de pratiques discriminatoires et violentes. Certains travaux récents ont montré qu'elles favorisaient les intérêts d'une catégorie sociale particulière – ceux de l'élite politique et économique (Antequera, 2023).

Nous avons posé l'hypothèse selon laquelle cette logique socio-spatiale fragmentaire, en cours dans la métropole de São Paulo (Nagib, 2024), s'appuie sur un cadrage particulier du crack et se manifeste dans la manière dont l'espace est vécu par les citoyens, dans l'évolution de leurs conditions de vie mais aussi dans les méthodes de mise en œuvre des transformations urbanistiques dans le centre-ville. La notion de fragmentation socio-spatiale renvoie à l'accentuation des séparations spatiales entre citoyens, notamment à partir des années 1980 sous l'effet imbriqué de facteurs politiques, économiques et sociaux. Il s'agit de ruptures issues de processus de différenciation et d'inégalités dans les expériences urbaines. Elles reposent sur une subjectivation néolibérale, autrement dit, la production d'un rapport néolibéral à la ville, dans la mesure où la pression exercée sur le consommateur, l'individualisme et l'intolérance à l'altérité résultent de l'objectification des relations sociales (Han, 2012 ; Harvey, 2000) et mine les principes de solidarité et de collectivité (Sposito et Sposito, 2020 ; Morcuende, 2021). Dans la Cracolândia, cette fragmentation socio-spatiale se traduit par la production d'enclaves qui se distinguent symboliquement et matériellement de leurs environs, caractérisée par l'isolement et la différenciation territoriale de ce quartier par rapport aux autres (Britto, 2016). Concrètement, la particularisation territoriale de Campos Elíseos s'appuie sur des imaginaires d'insécurité, des jugements moraux liés à l'illégalité des produits et des liens croissants entre l'État et les acteurs immobiliers du secteur privé. L'association entre ces éléments s'exprime dans des modes différenciés de gestion des politiques urbaines et, par conséquent, dans la transformation de l'espace. Dans le cas de Campos Elíseos, notre analyse se fonde sur l'articulation de quatre axes analytiques qui mettent en évidence le rôle de la consommation de drogues illicites et l'instrumentalisation de la peur dans l'économie politique urbaine, lesquels accentuent le processus de fragmentation socio-spatiale de la ville : a) la gestion de « marchandises politiques » ; b) l'assouplissement de la législation urbaine¹ ; c) la renonciation aux recettes fiscales communales ; et d) la fermeture des espaces publics.

Droque, stigmatisation territoriale et marchandises politiques

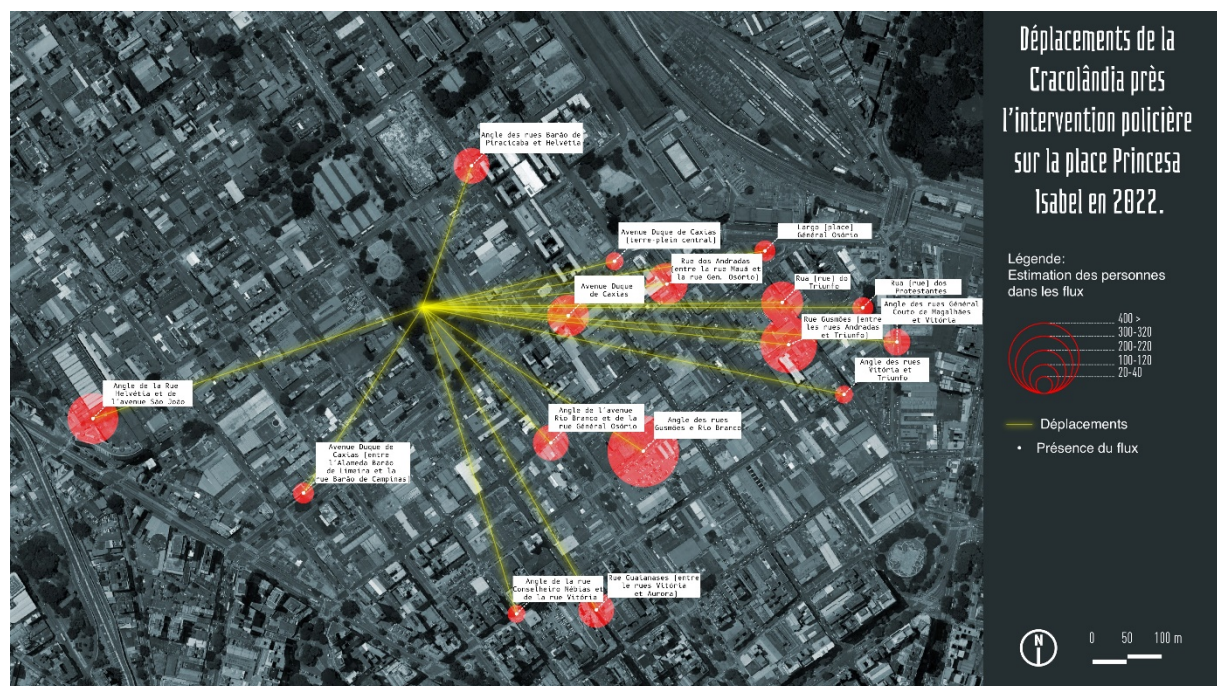
La Cracolândia ne correspond pas à un espace bien délimité, mais à une dynamique relativement itinérante entre Campos Elíseos et les quartiers voisins. Cette territorialité fluide (le flux) influence les représentations négatives sur le quartier. Bâties sur un imaginaire de la peur et de l'insécurité également lié au caractère illégal de la consommation, diverses instrumentalisation politiques se sont développées ces dernières années (Avendaño, 2019 ; Calil, 2022). Notre analyse apporte un éclairage qui s'inscrit dans le prolongement des réflexions du sociologue brésilien Michel Misse (2010), qui élabore le concept de « marchandise politique » pour désigner la transformation de l'exercice de l'autorité et de l'application de la loi en une ressource négociable. Dans des contextes d'illégalité ou d'informalité, comme celui de la Cracolândia, les règles et les lois peuvent devenir flexibles ou suspendables, être utilisées comme des produits, en fonction des avantages que cette pratique peut procurer à différents acteurs politiques et économiques (Misse, 2010).

Ces imaginaires renforcent la stigmatisation des personnes et des lieux, établissant des frontières symboliques vis-à-vis du reste de la ville. Entre 2022 et 2023, des résidents et des commerçants ont organisé des marches et des manifestations contre la présence de la Cracolândia et sa dispersion entre Campos Elíseos et les quartiers voisins (Caparica, 2022 ; Saba, 2023). Ces frontières symboliques ont alors servi de justification aux transformations urbaines locales.

¹ L'assouplissement de la législation urbaine concerne aussi bien le point « b » que le point « c », comme le révèlent les changements dans la collecte de la taxe foncière, spécifiquement dans l'espace affecté par le commerce et la consommation de crack, ainsi que la construction de l'hôpital dans un espace destiné au logement social selon le plan local d'urbanisme (PLU) de São Paulo.

L'un des usages politiques a été la cooptation de cette spatialité dans les discours politiques et électoralistes fondés sur des promesses de solution immédiate, généralement ancrée dans la coercition et l'expulsion exercées par les forces de l'ordre (Calil, 2022). Depuis l'offensive policière Operação Limpa en 2005, coordonnée par la municipalité, la question de la consommation de crack dans les rues a été progressivement traitée comme un problème public (Gusfield, 1981) et régulièrement abordée lors des élections. Toutefois, les interventions se caractérisent généralement par des actions policières précédant des projets de requalification urbaine.

La présence des pouvoirs publics sur ce territoire, qu'elle soit assurée par les forces de sûreté municipales ou de l'État de São Paulo, a alterné entre stratégies de confinement et de dispersion sociale, en fonction des intérêts politiques du moment. Les opérations policières visant à démanteler les réseaux de trafiquants ont entraîné des déplacements constants vers d'autres quartiers de la ville, principalement dans les environs de Campos Elíseos (figure 1). Cependant, les actions violentes de dispersion fragilisent la santé et fragmentent le réseau de sociabilité des personnes sans abri, ce qui conduit à la formation d'une multitude de petits groupes au lieu d'une seule grande concentration (Calil et Marino, 2024). De plus, en dispersant et fragmentant la dynamique du commerce et de la consommation de crack vers d'autres espaces, de nouveaux conflits émergent. Sur le terrain, cela s'incarne par un recours croissant à des services de sécurité privés, aussi bien par les habitants que par des entreprises. Lors du suivi des audiences publiques relatives à la réalité locale que nous aborderons plus loin, le témoignage d'un commerçant a indiqué, par exemple, qu'il dépensait environ 1 150 € pour l'embauche d'un service de sécurité privé afin de protéger son établissement commercial et sa clientèle.



1. Dispersion du flux après intervention de la police sur la place Princesa Isabel, Campos Elíseos, São Paulo, 2022 (Marino *et al.*, 2022)

Bien qu'interdite par la loi, la « vente de protection » par le biais de l'embauche d'agents de sûreté privés (Calil et Marino, 2024) est, dans la pratique, effectuée par des policiers pendant leur temps libre (Durão *et al.*, 2023), ce qui est contradictoirement encouragé par les interventions policières qui provoquent la dispersion des personnes impliquées dans le marché et la consommation de crack. De cette manière, ces interventions, motivées par des principes hygiénistes et sécuritaires, rompent les dynamiques du commerce et de la consommation. Mais elles ne proposent aucune intervention sanitaire ou sociale, ni de préservation de droits. Elles renforcent la déambulation des consommateurs, ce qui provoque en conséquence un sentiment de peur au sein de ces quartiers, ce qui alimente les conflits entre résidents, commerçants, sans-abri et agents des forces de l'ordre. Cela engendre un climat d'insécurité

et crée un besoin de protection, rôle alors assumé par des vigiles privés. L'usage de sécurité privé est donc encouragé par les dispersions organisées par les forces de sûreté publique, ce qui interroge la conjonction entre l'intérêt de l'État et ceux du marché.

La politique de dispersion violente mobilise la moralité associée à l'illégalité pour continuer à justifier la mise à disposition de l'espace urbain au secteur privé que ce soit pour le secteur immobilier ou pour les services de sécurité privée. Ce cycle déshumanisant tire profit de l'état d'exception traversant le territoire, où ceux qui détiennent les moyens de violence sont aussi ceux qui vendent la protection (Calil et Marino, 2024). Ainsi, le déplacement du « flux » à travers le territoire diffuse un sentiment de peur et d'insécurité. Produits par l'action policière des forces de sécurité, ces affects produisent des bénéfices politiques pour les sphères publiques et privées, et deviennent, de fait, des marchandises politiques. Pour Misse (2006), les marchandises politiques sont soumises à des règles distinctes d'usage et d'échange dans un environnement réfractaire à la régulation étatique ou publique. La mise en marchandise est porteuse d'effets ambivalents. Elle comporte un coût politique, dépendant du risque associé à l'usage du pouvoir dans la production de valeur d'échange politique ou économique, interne ou externe à l'État, autrement dit publique ou privée. Mais les coûts et bénéfices générés par la circulation des marchandises politiques ne sont pas nécessairement accumulés dans la sphère publique légitime de l'État (Misse, 2006). D'une part, la pratique de l'extorsion et de la coercition dans la vente de protection produit des gains financiers pour le secteur privé ; d'autre part, elle catalyse le soutien populaire à des interventions de plus en plus violentes dans ces territoires d'exception, lesquelles se traduisent par des gains politiques dans la sphère publique, notamment dans le cadre des compétitions partisans et électorales. Ainsi, les politiques de dispersion mises en œuvre dans la Cracolândia génèrent des bénéfices politiques tant pour l'initiative privée que pour le gouvernement.

Illouz (2007) souligne que les émotions sont des éléments psychologiques directement liés à l'imbrication des relations sociales et du contexte culturel et que, en régime néolibéral, la peur s'articule aux logiques du marché pour structurer les relations émotionnelles et sociales. À Campos Elíseos, la peur associée à l'insécurité est susceptible de provoquer un engourdissement des émotions, pouvant se radicaliser dans l'objectivation des relations sociales, lesquelles peuvent dériver vers la haine, la séparation socio-spatiale et la violence. En 2023, un reportage diffusé sur la chaîne Bandeirantes, l'un des principaux groupes de médias du pays, a révélé des enregistrements audio relatifs à l'instrumentalisation de la peur sur le marché de la vente de protection. Par le biais de menaces et de tentatives d'extorsion, ces enregistrements montrent comment la logique milicienne (Rizek, 2019), liée au marché de la protection et opérée par l'initiative privée, intimide les commerçants locaux : « Nous sommes une famille. Si quelqu'un s'en prend à moi, au minimum 18 véhicules de police arrivent. [...] Je veux te montrer la différence entre avoir de la sécurité et ne pas en avoir² » (Jozino, 2023). Dans ce contexte, la peur devient d'abord un produit de consommation régulé par la logique du marché, puis est transformée en une marchandise politique, soumise à la dynamique du pouvoir (Bauman et Donskis, 2013). Ainsi, l'instrumentalisation de la peur en tant que marchandise politique entérine différentes stratégies qui, par le biais de l'alliance entre le marché et l'initiative privée, favorisent la fragmentation socio-spatiale. Parmi celles-ci, comme nous le verrons ci-après, figure la mobilisation de la législation urbaine au profit d'intérêts politiques et économiques.

L'assouplissement de la législation urbaine

Les représentations sociales associées à des territoires mouvants, voire itinérants, tels que la Cracolândia sont traversées par des stigmates liés à l'illégalité du commerce et de la consommation de drogues, ainsi qu'à une occupation de l'espace majoritairement par des populations afrodescendantes. Cette association conduit à ce que les citoyens qui vivent et fréquentent le quartier soient indistinctement perçus comme des marginaux ou comme étant de réputation douteuse. Une telle généralisation renforce le stigmatisme territorial (Wacquant, 2007), lequel en vient à structurer les registres de justification et à légitimer des actions présentées comme urgentes en vue de la prétendue élimination totale de ces spatialités. Ces actions dessinent ainsi des territoires d'exception, submergés par l'ambiguïté de

² « Nós somos uma família. Se alguém mexer comigo, no mínimo 18 viaturas 'cola'. [...] Eu quero te mostrar a diferença entre ter segurança e não ter », traduit par les auteurs.

catégories telles que légal / illégal et susceptibles d'abriter aussi bien des pratiques clandestines et illégales de la part de la population que de la part de l'État (Rolnik, 2019). Le licite et l'illicite, le légal et l'illégal, le formel et l'informel sont négociés à chaque instant en fonction des intérêts politiques en jeu. Leur brassage dans la vie quotidienne (Telles, 2013) finit par légitimer des interventions exceptionnelles et arbitraires de l'État (Rolnik et Calil, 2021) qui s'applique alors à flexibiliser les instruments d'urbanisme.

Un exemple de ce type d'action, réalisée dans le cadre d'un partenariat public-privé, est la démolition, en 2018, du Bloc 36 à Campos Elíseos, suivie de la construction d'un nouvel hôpital. La nécessité d'un nouvel hôpital faisait consensus, et, lors de l'inauguration officielle des travaux de construction de l'hôpital en 2019, le gouvernement a mis en avant les opportunités d'emploi créées et les bénéfices sanitaires pour la population. Pourtant, les violations des normes d'urbanisme ont entraîné l'expulsion et le relogement de nombreuses familles. Parmi les spécificités du plan local d'urbanisme (PLU) de São Paulo figure la création des zones spéciales d'intérêt social (*Zonas Especiais de Interesse Social – ZEIS*), une catégorie urbaine qui prévoit, entre autres, la fourniture de logements à vocation sociale. Le Bloc 36 susmentionné est situé dans une ZEIS, où les projets urbains devraient récupérer les logements existants et favoriser l'installation de la population locale. Contrairement à ce qui était prévu par le PLU, la majorité des habitants du Bloc 36 a été expulsée de son territoire. La construction de l'hôpital a entraîné le déplacement d'environ 200 familles, qui ont reçu une aide au logement insuffisante pour couvrir les loyers dans le centre-ville. En conséquence, seulement 4 % d'entre elles ont pu se maintenir à proximité (LabCidade, 2018). Cet exemple montre bien que le respect de la législation urbaine est à géométrie variable. La malléabilité des règlements d'urbanisme est un résultat direct du cadrage moral de la drogue dans le quartier. La peur associée à la criminalité liée au commerce et à la consommation de drogues illicites est devenue un élément clé pour justifier le démantèlement du trafic dans le quartier, l'expulsion des populations et la mise en œuvre de projets de renouvellement urbain en partenariat avec le secteur privé. De cette manière, la stigmatisation territoriale ciblant Campos Elíseos devient une justification permettant de contourner les instruments de planification censés faire face aux inégalités infra-urbaines. Elle révèle, en outre, la manière dont les intérêts économiques s'érigent en principe d'action légitime, produisant une justification morale implicite de la sélection des territoires susceptibles d'être valorisés. Ce glissement normatif contribue à fragiliser encore davantage l'intégration territoriale déjà précaire entre les classes sociales dans une métropole marquée par de profondes inégalités. Face aux transformations territoriales engendrées par la politique de dispersion mise en œuvre lors des interventions policières, les habitants et commerçants locaux ont commencé à exiger des actions immédiates de la part des pouvoirs publics.

La renonciation aux recettes fiscales communales

En 2023, la pression sociale visant à gérer les tensions provoquées par la dispersion du « flux » s'est accentuée. Le « flux » est une expression familière, utilisée localement pour désigner la forte concentration des dynamiques du crack dans les rues, qui montre bien son caractère labile. Ces pressions ont notamment incité la ville à proposer un projet de loi prévoyant l'exonération de la taxe foncière à plus de 900 propriétés situées dans la Cracolândia. Lors de la première audience publique consacrée à ce projet, la municipalité a justifié cette initiative comme un geste de solidarité envers les propriétaires affectés par les dynamiques du « flux » à proximité de leurs résidences ou leurs commerces. Les critères d'éligibilité des bénéficiaires ont été établis sur la base d'une délimitation d'un périmètre approximatif de la Cracolândia. Pour cette sélection, la municipalité s'est appuyée sur des images de drones capturées par la direction de la sécurité urbaine, qui ont permis d'identifier et d'analyser les espaces où des scènes d'usage de crack en plein air rassemblaient, de manière récurrente, au moins une centaine de personnes pendant une période minimale de 15 jours au cours du même mois.

Des méthodes de surveillance urbaine comme celle-ci, renforcées par le programme Smart Sampa³, couramment utilisées pour faire respecter la loi et maintenir l'ordre social, sont caractéristiques de la généralisation de la surveillance. En 2022, le premier appel d'offres pour l'acquisition d'une technologie de surveillance par la municipalité retenait la couleur de peau et des comportements de vagabondage comme critères de classification des conduites suspectes. Cet appel d'offres a rapidement fait l'objet de nombreuses critiques et dénonciations pour discrimination de la part des mouvements sociaux et du parquet (Nexo, 2023), rendant explicite le *modus operandi* des stratégies de contrôle des forces de sécurité. Une telle procédure contribue à la particularisation de ce territoire et renforce le processus de distinction et de différenciation déjà à l'œuvre (Bardet et Purenne, 2020).

Trois audiences publiques ont été organisées pour discuter du projet de loi sur l'exonération de la taxe foncière, sur une période de six semaines. Outre la reconnaissance, tant par les habitants que par les pouvoirs publics, du besoin de mettre en œuvre diverses autres actions, le principal débat a porté sur la délimitation spatiale, considérée comme très rigide, qui déterminait quelles propriétés étaient ou n'étaient pas affectées par le « flux ». En effet, comme nous l'avons mentionné plus haut, le principe du « flux » est d'être une dynamique itinérante. Plusieurs résidents et commerçants non couverts par le projet ont exprimé leurs préoccupations concernant les pertes qu'ils subissent et ont insisté sur la nécessité d'élargir le territoire délimité, ainsi que d'accroître le nombre de propriétés éligibles. Un représentant du syndicat hôtelier de la région interrogé a révélé que 60 % de leurs réservations avaient été annulées sur l'année. Les déplacements spatiaux du « flux » ont pris une place centrale dans les discours des habitants. Ces derniers considèrent souvent l'action publique comme trop permissive quant au commerce et à la consommation de crack dans certains espaces. Des propos tels que « Pourquoi ne sont-ils [les personnes consommant du crack] pas restés à Bom Retiro [un quartier voisin de Campos Eliseos] ?⁴ » ou « Pourquoi ne retournent-ils pas de l'autre côté de l'avenue Duque de Caxias ?⁵ » témoignent à la fois d'un malaise face aux stratégies politiques de gestion urbaine et des différenciations socio-spatiales au sein même du quartier.

Par ailleurs, le cadrage moral de la drogue dans l'ensemble de la municipalité s'exprime dans des formes de minimisation des besoins en termes de politiques publiques garantissant la santé et la dignité des personnes sans domicile fixe. Lors du travail de terrain visant à suivre les audiences publiques en août 2023, des discours de responsables politiques, notamment issus de partis conservateurs, reflétaient cette tendance : « L'administration municipale de la ville de São Paulo finit par faire le ménage des toxicomanes⁶ », « [il y a] des centaines de milliers de personnes prises en otage par 2 000 clochards⁷ » ou encore « nous devons rendre la dignité à ceux qui la méritent⁸ ». Bien qu'aucune étude d'impact économique concernant le projet de défiscalisation proposé n'ait été présentée, le projet de loi susmentionné a été adopté en octobre 2023. Il a ainsi porté à plus de 4 800 le nombre d'immeubles bénéficiant d'une réduction ou d'une exonération de taxe foncière, en fonction de leur localisation par rapport aux plus grandes concentrations de consommation de crack dans les rues.

Présentée par les pouvoirs publics comme un acte de solidarité, la loi sur l'exonération de la taxe foncière n'a pas été bien accueillie par les habitants et les commerçants. Ceux-ci considéraient, par exemple, qu'il ne s'agissait « pas d'un acte de solidarité, mais d'un fardeau pour la conscience⁹ », c'est-à-dire de l'expression d'un remords et d'une forme de compensation économique face aux graves conséquences socio-spatiales induites par l'action publique elle-même, d'autant plus qu'elle s'articule à la montée en puissance des acteurs privés dans la fabrique urbaine locale. Le marché illégal des drogues, conjointement aux représentations moralistes, engendre la mise en place de nouveaux dispositifs de régulation de l'espace urbain. Les solutions proposées par la ville semblent davantage guidées par

³ Smart Sampa est considéré comme le plus grand système de surveillance d'Amérique latine, avec environ 25 000 caméras dans la ville de São Paulo, dont 5 500 dans le centre-ville. Ville de São Paulo, 2025, voir : <https://smartsampa.prefeitura.sp.gov.br>.

⁴ « Por que não ficaram lá no Bom Retiro ? ».

⁵ « Por que não voltam lá para o outro lado da Avenida Duque de Caxias ? ».

⁶ « A zeladoria da cidade de São Paulo acaba atuando como faxineiro de usuário de droga ».

⁷ « [Há] centenas de milhares de pessoas reféns de 2 000 vagabundos ».

⁸ « Temos que dar dignidade para quem merece ».

⁹ « Não é ato de solidariedade, mas sim peso na consciência ».

l'exploitation politique du phénomène Cracolândia que par l'élaboration de véritables politiques sociales pour garantir des droits fondamentaux. De plus, les problèmes socio-spatiaux de la Cracolândia sont captés par la logique du marché et caractérisés par des modèles d'intervention fondés sur des partenariats entre les pouvoirs publics et le secteur privé, dont le recours va croissant dans le contexte brésilien. Le modèle des partenariats public-privé s'est renforcé à partir de 2004, avec la promulgation de la loi n° 11 079. Entre 2014 et 2024, le nombre de contrats signés dans le pays a augmenté d'environ 300 %, en tant qu'alternative aux crises fiscales et financières auxquelles le secteur public a été confronté, et qui ont, par conséquent, réduit sa capacité d'investissement. Ainsi, les entités fédérées en sont venues à considérer les partenariats public-privé comme un moyen d'attirer des investissements privés pour la mise en œuvre de politiques publiques (Moliterno, 2025). Toutefois, l'efficacité de ce modèle est remise en question à São Paulo, dans la mesure où il présente un manque de transparence ainsi qu'une faible participation démocratique de la société civile et des populations directement concernées par les projets (LabCidade, 2022 ; Portugheis, 2024). À Campos Elíseos, le premier partenariat public-privé en matière de logement au Brésil a été signé en 2015 entre Canopus Holding SA et le gouvernement de l'État de São Paulo. Depuis, l'homogénéisation socio-spatiale s'est accentuée, avec la démolition de certains immeubles afin de permettre la construction de nouvelles tours résidentielles ainsi que de l'hôpital mentionné précédemment. Au-delà du logement, le partenariat public-privé s'est également engagé à investir dans les infrastructures urbaines et les équipements publics, incluant des espaces de loisirs ; parmi les actions mises en œuvre, outre la réhabilitation des espaces publics situés dans la zone, figurent également leur surveillance et leur contrôle.

La clôture des espaces publics

L'articulation entre l'instauration du chaos, la production de la peur et le sentiment d'insécurité dans le quartier de Campos Elíseos est devenue un mécanisme fondamental de l'accentuation de la fragmentation socio-spatiale en cours dans la ville de São Paulo. L'alliance entre l'État et l'initiative privée est également intervenue dans la gestion et l'utilisation des espaces publics, entraînant la clôture de deux grandes places : la place Júlio Prestes, attenante à la gare éponyme (figure 2), et la place Princesa Isabel (figure 3), à seulement 250 mètres.

Le complexe Júlio Prestes, l'un des principaux monuments architecturaux du centre-ville de São Paulo, continue de fonctionner comme une gare métropolitaine tout en accueillant un centre culturel et la salle de concert la plus prestigieuse de la ville. Cependant, les usages quotidiens de ses abords ont été profondément modifiés depuis l'Operação Limpa, en 2005, le « flux » s'étant installé à proximité. Peu après, les personnes consommant du crack ont été dispersées dans des rues adjacentes, moins visibles mais toujours proches de la place Júlio Prestes. Dans le cadre d'un projet de rénovation issu d'un partenariat public-privé, et après des démolitions dans les environs, la place a été réaménagée en 2018. Elle a été clôturée, équipée de caméras de surveillance et soumise à des horaires préétablis.



2. Place Júlio Prestes (Ricardo Paes Carvalho, 2024)



3. Place Princesa Isabel (Ricardo Paes Carvalho, 2024)

La place Princesa Isabel, utilisée au milieu du XIX^e siècle pour des courses de chevaux, a été nommée ainsi en 1921 en hommage à la princesse impériale, décédée cette année-là. En 2017, elle a été brièvement occupée par le « flux » pendant un mois, à la suite d'une intervention policière menée par la municipalité dans les rues voisines. Peu de temps après, une base de gendarmerie y a été installée.

Pendant la pandémie de Covid-19, entre 2020 et 2021, les inégalités socio-économiques se sont intensifiées, et investir les rues de Campos Elíseos est devenu, pour de nombreuses personnes précaires, une option possible pour survivre (Rodrigues et Santos, 2021). En 2022, le « flux » s'est à nouveau établi sur la place, et son indésirabilité était d'autant plus forte que la place est un haut-lieu du pouvoir politique brésilien. Par exemple, un commerçant travaillant dans le quartier depuis plus de quinze ans, appelait à sa dispersion : « Le flux ne restera pas là, non ! Il y a la plus grande statue équestre du Brésil, en l'honneur du Duque de Caxias, un militaire respecté. Vous ne pensez pas qu'ils vont laisser ça comme ça !? »¹⁰. Au cours du premier semestre 2022, une intervention policière a conduit au détournement de plusieurs lignes de bus passant par le centre, et la place a été fermée pour entamer une rénovation qui a duré deux ans. En avril 2024, elle a rouvert sous forme de parc clôturé, gardé avec des horaires d'accès restreints.

Ce type d'intervention dans les espaces publics, conduite en partenariat avec le secteur privé, s'inscrit plus généralement dans les agendas néolibéraux de la sûreté urbaine, caractéristiques du processus de fragmentation socio-spatiale (Morcuende, 2021). Cette mise à l'écart de l'espace affaiblit sa dimension publique, en limitant la pluralité des rencontres qu'il pourrait accueillir. Il transforme également sa portée politique en réduisant la diversité des usages et des formes d'appropriation possibles, ainsi que les contenus et représentations qui lui sont associés. (Góes et Sposito, 2014). Les observations de terrain entre 2023 et 2024 ont permis de constater des changements dans les pratiques spatiales. Pendant une grande partie de la journée, les places clôturées restent pratiquement désertes, à l'exception des fins d'après-midis. À cette heure, des enfants viennent jouer et des adultes se promènent avec leurs animaux de compagnie, ce qui peut être interprété comme un signe de transformation urbaine. L'occupation sélective et moins diversifiée de l'espace public reflète les exigences du travail formel et l'évolution de la tranche de revenus nécessaire pour accéder aux logements proposés par le partenariat public-privé, résultant en une moindre hétérogénéité socioculturelle dans l'usage de ces espaces (Gomes et Ribeiro, 2018).

En outre, le contrôle de l'accès, garanti par des grilles, des clôtures et des caméras de surveillance, est assuré par un partenariat public-privé. Par le biais du contrôle et de la surveillance des rencontres publiques, le modèle de gestion privée de l'espace public tend également à exclure les citoyens perçus comme indésirables et à modifier les règles morales qui régissent notre rapport à l'espace. Ainsi, les comportements considérés comme acceptables ou inacceptables sont constamment redéfinis, et, par conséquent, l'alternance entre contrôle et libre accès redéfinit ce qui constitue le public. L'occupation des places par des personnes sans abri ou des consommateurs de drogues délimite les espaces perçus comme menaçant la moralité, entraînant des frictions entre la désapprobation sociale et les libertés individuelles. Ce processus, à son tour, peut entraîner des ajustements dans les notions de public et de privé, s'alignant sur des principes de gestion urbaine qui cristallisent les différences et les inégalités socio-spatiales.

Conclusion

L'interaction entre promotion d'un ordre moral et contournement des dispositifs législatifs peut ainsi favoriser l'investissement privé dans l'immobilier et la sécurité, contribuant à l'évolution des modes de production urbaine. Campos Elíseos est produite symboliquement comme une enclave, dont les effets matériels sont réels. En effet, la dévaluation des terres et la stigmatisation territoriale (Wacquant, 2007) sont liées à un ensemble de représentations qui servent à légitimer l'ensemble des interventions publiques et privées dans la Cracolândia. Le cadrage moral de Campos Elíseos permet ainsi de justifier les processus socio-spatiaux en cours, tels que l'augmentation de la violence de l'État, la dévaluation foncière, la spéculation immobilière et la mise en œuvre de projets de rénovation urbaine.

Finalement, ces interactions entre promotion d'un ordre moral, contournement des dispositifs législatifs et encouragement de la rénovation urbaine révèlent le rôle de facilitateur des pouvoirs publics, qui créent des conditions favorables à la reproduction du capital plutôt qu'à la régulation des logiques de marché

¹⁰ «O 'fluxo' não vai ficar por ali, não ! Ali, está a maior estátua equestre do Brasil em homenagem a Duque de Caxias, um respeitado militar. Imagina que vão deixar ficar ali !? ».

et à leurs effets sur la fragmentation urbaine (Harvey, 2000). Derrière la façade de politiques antidrogues prohibitionnistes, se dissimule donc une accentuation de la fragmentation socio-spatiale, qui interfère négativement sur la qualité des relations sociales dans la ville (Dal Pozzo, 2015). Plus encore, Campos Eliseos est un exemple emblématique de « l'utilitarisme de la moralité, la fonctionnalité de la pauvreté et l'utilité économique de la délinquance dans la production de l'espace urbain et dans les cultures politiques des métropoles latino-américaines » (Calil et Góes, 2025 : 14).

Enfin, cet article a également mis en avant la façon dont les substances illicites – notamment le crack – contribuent au renouvellement urbain à São Paulo, aussi bien dans leur dimension matérielle que symbolique. Les pratiques de consommation, localement qualifiées de « flux », dessinent une matérialité diffuse, difficile à saisir, que les pouvoirs publics tentent d'encadrer, et dont l'approche répressive de dispersion prolonge la stigmatisation du quartier et conduit à un décrochage entre la spatialité réelle du flux et la spatialité de ses effets sur la ville. Sur un plan plus symbolique, les politiques urbaines s'appuient sur la stigmatisation territoriale liée aux lieux de consommation pour justifier contournement des dispositifs d'urbanisme et transformations urbaines néolibérales. Les substances illicites deviennent ainsi des supports, instrumentaux, de différents illégalismes, qui fonctionnent comme des marchandises politiques (Misse, 2010) et bénéficient tant aux intérêts des acteurs publics que privés impliqués dans la production néolibérale – et fragmentaire – de cette métropole sud-américaine.

THIAGO GODOI CALIL ET GUSTAVO NAGIB

Thiago Godoi Calil est chercheur postdoctoral à l'Université d'État de São Paulo (UNESP), Presidente Prudente-SP, grant #2022/06741-1, São Paulo Research Foundation (FAPESP), Brésil. Ses recherches portent sur la géographie urbaine, l'anthropologie urbaine, la psychologie sociale, la santé publique, la réduction des risques et les droits humains.

calil.thiago@alumni.usp.br

Gustavo Nagib est chercheur au sein du Groupe de recherche sur la production de l'espace et les redéfinitions régionales (GAsPERR) et a effectué un post-doctorat à l'Université d'État de São Paulo (UNESP), Presidente Prudente-SP, grant #2022/08290-7, São Paulo Research Foundation (FAPESP), Brésil. Ses recherches portent sur la production de l'espace urbain, le droit à la ville, la fragmentation socio-spatiale, les mouvements urbains et l'agriculture urbaine.

gustavo.nagib@sciencespo.fr

Bibliographie

Allaverdian C., Fauveaud G. et Tulumello S., 2023, « Violence et production de l'espace », *Justice spatiale | Spatial Justice*, n° 18, [en ligne](#).

Antequera M. G., 2023, *Sociología de la masacre : La producción social de la violencia*, Santiago, Paidós, 180 p.

Bardet F. et Purenne, A., 2010, « Surveiller et classer : deux chantiers pour une recherche urbaine critique », *Métropoles*, n° 7, [en ligne](#).

Bauman Z. et Donskis L., 2013, *Moral blindness : The loss of sensitivity in liquid modernity*, Cambridge, Polity, 224 p.

Branquinho E. S., 2007, *Campos Eliseos no centro da crise : A reprodução do espaço no centro de São Paulo*, Thèse de doctorat en géographie humaine, São Paulo, Université de São Paulo, 248 p., [en ligne](#).

Britto N. D. S. S., 2016, « Da cidade industrial segregada à cidade pós-industrial fragmentada : reflexões sobre a (re)produção do espaço urbano na cidade de Pelotas-RS », *Geousp*, vol. 20, n° 3, 585-601.

Caldeira T. P. R., 2000, *Cidade de muros : Crime, segregação e cidadania em São Paulo*, São Paulo, Editora 34 & Edusp, 399 p.

Calil T. G., 2022, *As drogas, as pessoas e as cidades : consumo do espaço e efeitos sociais em cidades latinas – Aproximações entre São Paulo, Bogotá e Medellín*, São Paulo, Editora UNESP, 442 p.

Calil T. G. et Marino A., 2024, « Caos como estratégia e a “proteção” como mercadoria na “Cracolândia” paulistana », *Cadernos Metrópole*, vol. 26, n° 61, [en ligne](#).

Calil T. G. et Góes E. M., 2025, « Drogas, moral e “hiperperiferias centrais” sob a lógica socioespacial fragmentária em São Paulo (Brasil) e Bogotá (Colômbia) », *Revista brasileira de estudos urbanos e regionais*, vol. 27, [en ligne](#).

Caparica A., 2022, « Moradores do Centro protestam contra migrações do 'fluxo' da Cracolândia pela região, gerando insegurança e comércio fechado », *G1*, 19 mai 2022, [en ligne](#).

Dal Pozzo C. F., 2015, « Fragmentação socioespacial : práticas espaciais do consumo segmentado em Ribeirão Preto e Presidente Prudente », *Revista da Anpege*, vol. 11, n° 16, 279-324.

Dixon J., Levine M. et Mcauley R., 2006, « Locating impropriety : Street drinking, moral order, and the ideological dilemma of public space », *Political Psychology*, vol. 27, n° 2, 187-206.

Durão S., Larkins E. R. et Argentin P., 2023, « In the shadows of protection : Brazilian police in private security », *Policing and Society*, vol. 34, n° 1-2, 42-58.

Fernandes J. L. et Pinto M., 2004, « El espacio urbano como dispositivo de control social : territorios psicotrópicos y políticas de la ciudad », *Monografías Humanitas*, vol. 1, n° 5, 147- 162.

Frúgoli Jr. H. et Spaggiari E., 2010, « Da cracolândia aos núas : percursos etnográficos no bairro da Luz », *Ponto Urbe*, n° 6, [en ligne](#).

Góes E. M. et Sposito M. E. B., 2014, « A insegurança e as novas práticas espaciais em cidades brasileiras », *Scripta Nova*, vol. 18, [en ligne](#).

Gomes P. C. C. et Ribeiro L. P., 2018, « Espaços públicos como lugares da política », *Geografares*, n° 26, [en ligne](#).

Gusfield J., 1981, *The culture of public problems: Drinking, driving and the symbolic order*, Chicago, Chicago University Press, 263 p.

Han C., 2012, *Life in debt : Times of care and violence in neoliberal Chile*, Berkeley, University of California Press, 283 p.

Harvey D., 2000, *Spaces of hope*, Berkeley, University of California Press, 303 p.

Illouz E., 2007, *Intimidades congeladas : Las emociones en el capitalismo*, Buenos Aires, Katz, 2007.

Jozino L., 2023, « GCM cobra taxa de proteção a comerciantes na região da Cracolândia », *Jornal da Band*, 5 juin 2023, [en ligne](#).

Marino A., Jacon L., Shdaior L. S. et Rolnik R., 2022, « Impactos da dispersão da Cracolândia : balanço dos velhos e novos conflitos no centro de São Paulo », *LabCidade*, 22 décembre 2022, [en ligne](#).

Misse M., 2006, *Crime e violência no Brasil contemporâneo*, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 300 p.

Misse M., 2010, « Trocas ilícitas e mercadorias políticas : para uma interpretação de trocas ilícitas e moralmente reprováveis cuja persistência e abrangência no Brasil nos causam incômodos também teóricos », *Anuário Antropológico*, vol. 35, n° 2, 89-107.

Molitero D., 2025, « Contratos de PPPs avançam quase 300 % em segunda década de parcerias no Brasil », *CNN Brasil*, [en ligne](#).

Nexo, 2023, « São Paulo suspende pregão de sistema de reconhecimento facial », *Nexo*, 28 décembre 2023, [en ligne](#).

LabCidade – Laboratório Espaço Público e Direito à Cidade, 2018, « Para onde foram as famílias removidas da quadra 36 ? », *Faculdade de Arquitetura e Urbanismo e de Design da Universidade de São Paulo*, 12 juin 2018, [en ligne](#).

LabCidade – Laboratório Espaço Público e Direito à Cidade, 2022, « Debate com participação de pesquisadora do LabCidade desmonta consensos sobre a PPP Habitacional », *Faculdade de Arquitetura e Urbanismo e de Design da Universidade de São Paulo*, 12 abril 2022, [en ligne](#).

Nagib G., 2024, « Fragmentação socioespacial e ressignificação da condição urbana periférica na cidade média e na metrópole », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 129(3), 76-103.

Portugheis D. J., 2024. *A falácia da eficiência : as parcerias público-privadas na política habitacional de São Paulo*. Mémoire de recherche en Science Politique, São Paulo, Université de São Paulo, 128 p., [en ligne](#).

Rizek C. S., 2019, « Periferias – revisitando fraturas e crises », in Carlos, A. F. A. et Rizek, C. S. (dir.), *Direito à cidade e direito à vida : perspectivas críticas sobre o urbano na contemporaneidade*, São Paulo, IEA-USP, 44-71.

Rodrigues A. et Santos B., 2021, « ‘Migrantes da pandemia’ se mudam com crianças para ruas do centro de São Paulo », *Folha de S.Paulo*, 19 juillet 2021, [en ligne](#).

Rolnik R., 2019, « Paisagens para renda, paisagens para vida : disputas contemporâneas pelo território urbano », *Indisciplinar*, n° 5, 18-43.

Rolnik R. et Calil T. G., 2021, « Território e proibição : guerra às drogas ou guerra aos pretos e pobres ? », *Carta Capital*, 10 mai 2021, [en ligne](#).

Saba L., 2023, « Moradores e comerciantes travam luta em São Paulo para não ficarem próximos da crackolândia », *Gazeta do Povo*, 18 août 2023, [en ligne](#).

Souza M. L., 1998, « Tráfico de drogas e fragmentação do tecido sociopolítico-espacial no Rio de Janeiro », *Anpocs*, n° 22, 1-16.

Sposito E. S. et Sposito M. E. B., 2020, « Sociospatial fragmentation », *Mercator*, vol. 19, [en ligne](#).

Telles V., 2013, « Games of power between the lines of the legal and the illegal : notes of a research », *Serviço Social e Sociologia*, n° 115, 443-461.

Venturi G., 2017, « Consumo de drogas, opinião pública e moralidade : motivações e argumentos baseados em uso », *Tempo Social*, vol. 29, n° 2, [en ligne](#).

Venturi G., 2011, « Da construção dos dados à cultura da intolerância às diferenças », In Venturi G. et Bokany V. (dir.), *Diversidade sexual e homofobia no Brasil*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo, 252 p.

Wacquant L., 2007, « Territorial stigmatization in the age of advanced marginality », *Thesis Eleven*, vol. 91, n° 1, 66-77.